



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

30/04/2026

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 277 du 30 avril 2026**

Édito

Pendant que des millions de salariés voient leur pouvoir d'achat en berne, du fait, entre autre, de l'augmentation des prix des carburants et des transports, résultat de la guerre d'agression menée au Moyen-Orient par l'entité impérialiste américano-sioniste ; les bénéfices des monopoles énergétiques gonflent jusqu'à la démesure. Ainsi, le groupe *TotalEnergies* a-t-il publié mercredi un bénéfice net de 5,8 milliards de dollars au premier trimestre 2026, en hausse de 51 % sur un an¹. Cette réalité dont il est fier et qui va enrichir les actionnaires puisque *TotalEnergies* annonce déjà des acomptes sur dividende en croissance de 5,9 %, ne les empêche pas de pleurnicher sur la dureté de la situation pour eux et sur leur impossibilité de faire baisser les prix à la pompe. Le gouvernement quant à lui, augmente les crédits militaires et se soucie comme d'une guigne des fins de mois difficiles des salariés ! Concernant les capitalistes la guerre est une opportunité comme une autre de faire des profits, pour les salariés c'est un désastre. N'y aurait-il pas là comme un air de lutte de classe ? Cela rend plus fort le slogan de la Fédération Syndicale Mondiale pour notre 1^{er} mai et nous renforce dans l'idée comme quoi nous avons fait, comme parti, le bon choix, celui d'appeler avec d'autres et en particulier des organisations de jeunesse à un 1^{er} mai anti-impérialiste et révolutionnaire !

Sommaire :

Luttes

- *Renault-Ampère : nouvelle saignée dans les effectifs de l'ingénierie
- *Gestamp (76) : la direction ne veut pas allonger la date de clôture du PSE afin de favoriser la recherche d'un repreneur
- *Hme Brass (61) L'usine de Boisthorel, ce n'est pas qu'un site industriel.
- *Stellantis Poissy (78) : lutte pour le maintien du site
- *Grève illimitée dans les cliniques Saint-Roch et Saint-Pierre à Perpignan
- *Amiens : Manifestation pour le blocage des prix des carburants
- *grève pour les salaires chez Fenwick-Linde à Cenon sur Vienne)
- *Laval, Grève aux TUL (Transports Urbains de Laval)
- *Les salariés et intérimaires de l'équipementier Baomarc, à Argancy (Moselle), en grève pour l'emploi le lundi 27 avril
- *La grève continue au Museum
- *Rassemblement devant l'hôpital de Cherbourg en faveur de la sécurité
- *les agents de Tours Métropole en grève à partir du 18 mai revendiquant une hausse des salaires : ils réclament 500 euros
- *Grève à la SNCF en Isère et Savoie : plusieurs dizaines de trains supprimés jeudi 30 avril
- *Crèche Babilou à Montauban : pour la dignité des salariés et l'accueil des enfants
- *liquidation de l'association Quercy Intervention Service à Setfonds (Tarn et Garonne)
- *Alès : les salariés de l'hypermarché Carrefour ont débrayé
- *Grève à Valo'Loire, usine d'incinération des déchets de Nantes

Dossiers, Économie

*54^{ème} congrès de la CGT : le dossier

*Fermeture de l'équipementier automobile Defa à Essômes-sur-Marne (Aisne)

*Nestlé annonce la suppression de 180 postes en France

**Fibre Excellence* les enjeux

*Les librairies Gibert demandent leur placement en redressement judiciaire

*Séminaire "Lectures de Marx" à l'ENS, consacré à la librairie du Point du Jour et à la diffusion du Marxisme depuis les années 1980

*Budget du CNRS : les instances du comité national alertent au sujet des décisions qui "mettent la recherche en grave danger"

*Frais d'inscription universitaire : Le gouvernement rappelle à l'ordre les Universités

*Macron, chef d'industrie : un vrai chef d'œuvre en péril

*Inspection du travail : une pénurie organisée

*28 avril 2026, journée internationale de la santé et de la sécurité au travail

*BRICS : Quels pays des BRICS dénoncent l'impérialisme et les quels en sont les larbins ?

*Bataille idéologique : Vincent Bolloré, son manifeste bientôt disponible

*Réarmement allemand

*Solidarité internationaliste

*[Déclaration de la FSM à l'occasion du 1^{er} mai 2026](#)

*Forte progression du PAME (courant de lutte de classe) lors du congrès des syndicats en Grèce : des pas importants vers le regroupement du mouvement syndical sont confirmés

*Mineurs turcs en grève

*Martinique : Grève à la Poste, les centres de tri perturbés

Luttes

Renault-Ampère : nouvelle saignée dans les effectifs de l'ingénierie

Selon la CGT : " la direction de Renault a annoncé 15 à 20% de suppressions d'emplois dans l'ingénierie du groupe d'ici 2028. Cette nouvelle saignée met en péril la capacité même des équipes à travailler sur les innovations pourtant nécessaires au développement de l'électrification et à la réduction de l'impact de l'automobile sur l'environnement. Cela n'est pas acceptable." Face à cette situation, La CGT lance une pétition sur les sites de l'Ingénierie Renault : " *Nous, salariés de l'ingénierie Renault, que nous soyons Renault, Ampère ou prestataires, nous disons : non au plan de suppression d'emplois !* » *Nous demandons au contraire des moyens supplémentaires et un plan d'embauches pour travailler tous dans de bonnes conditions.*"

Gestamp (76) : la direction ne veut pas allonger la date de clôture du PSE pour favoriser la recherche d'un repreneur

Rappel de ce que sera l'impact de ce PSE :

*59 salariés au chômage avec des familles trompés par la direction ayant promis un avenir jusqu'en 2034 !

*Des savoirs et des savoir-faire qui disparaissent

*Des intérimaires, des sous-traitants laissés sur le bord du trottoir.

*Des conséquences financières pour la commune, les commerces, l'économie de la région !

*Des conséquences sociales concernant les écoles, les hôpitaux, la vie de leur commune !

La CGT a appelé les salariés à 1 heure de grève le 23 Avril.

Hme Brass (61) L'usine de Boisthorel, ce n'est pas qu'un site industriel.

C'est plus de 2 siècles de vie ouvrière, de générations entières y ayant travaillé et y travaillent encore. Aujourd'hui, cette histoire est mise en péril par des décisions prises loin de notre territoire.

Les Salariés, et l'intersyndicale CGT, FO, CGC, CFDT refusent que plus 200 ans d'histoire sociale disparaissent et ont appelé à un rassemblement le Jeudi 30 Avril 2026 à 16 H 30 au stade de Boisthorel.

Stellantis Poissy (78) : lutte pour le maintien du site

Jonathan dos Santos Le représentant de la CGT de l'usine Stellantis de Poissy était invité le jeudi 23 avril à la matinale d'ICI Île-de-France, quelques heures avant le déclenchement d'une grève sur le site. La direction de Stellantis, rappelons-le entend arrêter la production dans ce qui est la dernière usine automobile en Île-de-France. Si la direction de Stellantis a promis le maintien de 1 000 postes dans le cadre de la reconversion du site en pôle multi-activités, le délégué CGT s'inquiète note : " *Avec ces nouvelles activités, on va perdre 900 emplois* ".

Si la CFTC se contente des promesses de la direction, de leur côté : CGT, SUD et UNSA appellent à la grève. Pour ces syndicalistes, le mouvement de ce jeudi ayant rassemblé plusieurs centaines de personnes, ne sera qu'une première étape. Une nouvelle action est en préparation en juin à Poissy, à laquelle devraient se joindre d'autres sites du groupe. D'ici là, la pression ne faiblira pas, le délégué CGT ajoutant : " On va instaurer un rapport de force, avec des actions dans l'usine à toute heure de la journée. On continuera à mettre la pression, car on ne peut pas accepter ces annonces."

Grève illimitée dans les cliniques Saint-Roch et Saint-Pierre à Perpignan

L'activité des cliniques Médipôle Saint-Roch à Cabestiny et Saint-Pierre à Perpignan est fortement perturbée depuis le vendredi 24 avril en raison d'une grève illimitée. A Saint-Roch, 60 salariés, 60% du personnel se sont mis en grève. Ils protestent contre la suppression d'une prime d'intéressement de 1.500 euros par an. Selon le délégué CGT, les salaires ne sont pas attractifs et il y a des difficultés de recrutement entraînant une surcharge de travail pour le personnel.

Amiens : Manifestation pour le blocage des prix des carburants

La CGT de la Somme a organisé un rassemblement devant la préfecture à Amiens le 28 avril. La CGT exige le blocage des prix des carburants. Selon le secrétaire de l'Union locale CGT de la zone industrielle d'Amiens, le prix à la pompe n'est pas justifié : "En 2022, le baril était à 110 dollars et le prix à la pompe était aux alentours d'1,80 euros. Aujourd'hui, il est à 2,40 pour le même prix au niveau du baril donc il y a un problème quelque part." Un militant a tracté pour appeler à la manifestation, il déclare : "Les gilets jaunes, ça a pété pour bien moins que ça ! Aujourd'hui, les conditions ne sont plus les mêmes, on a vu des tentatives, mais à partir du moment où elles sont systématiquement déjouées par la police, ça donne moins envie de se mobiliser et puis on sort d'une période électorale qui a mobilisé beaucoup de monde, peut-être que certains préfèrent se reposer. Nous ce qu'on dit c'est que c'est aujourd'hui qu'on paye deux euros vingt, il n'y a pas de repos, il faut y aller !" **grève pour les salaires chez Fenwick-Linde à Cenon sur Vienne (85)** Chez Fenwick-Linde, la négociation annuelle obligatoire touche à sa fin (Kion Group), avant l'ultime réunion du 14 avril 2026, les syndicats ont décidé de mettre un coup de pression sur la direction. À l'appel d'une intersyndicale CGT-Sud, un mouvement de grève a été organisé. Le mouvement a été essentiellement suivi par les salariés de la production. Les syndicats dénoncent les dernières propositions de la direction sur les salaires concernant les non-cadres, qui seraient plafonnées à 0,9 % en augmentation générale et à 0,5 % au sujet des augmentations individuelles. « On est à 13 € par mois. Avec ces propositions, de nombreux salariés, notamment les plus précaires, ne pourront même plus faire face à la hausse du coût de la vie : carburant, alimentation, énergie. Ceux qui en ont le plus besoin en ont le moins », résumant CGT et Sud.

Laval, Grève aux TUL (Transports Urbains de Laval)

Lundi 27 avril, ils étaient déjà 42 % de chauffeurs à s'être déclarés grévistes (sur les 95 en poste par jour). Le syndicat CFDT dénonce des « conditions de travail qui se dégradent » et une rémunération jugée comme une « injustice profonde ». Ils seront massivement en grève, jeudi 30 avril 2026. Au moins 75 % des chauffeurs devraient être grévistes : chiffre communiqué par la direction « 25 % des bus circuleront comparé à une journée normale », affirme-t-elle. Cette grève est due aux négociations annuelles obligatoires (NAO). Le syndicat dénonce des propositions d'augmentation en deçà de la dernière hausse du SMIC de 1.2 % : « seule une augmentation de 1 % a été proposée avant qu'une décision unilatérale n'impose finalement une hausse de 0,8 % au 1^{er} mai ». Le syndicat dénonce également une dégradation des conditions de travail avec des répercussions sur la qualité du service rendu aux usagers.

Les salariés et intérimaires de l'équipementier Baomarc, à Argancy (Moselle), en grève pour l'emploi le lundi 27 avril

Les salariés et intérimaires de l'équipementier Baomarc, à Argancy (Moselle), se sont mis en grève le lundi 27 avril. Après 8 jours de débrayage, les syndicats FO, CGT, CFE-CGC et UNSA ont appelé à la grève, faute de "garanties données par Renault". Les salariés constatent en effet une baisse de la production faisant craindre **une cessation d'activité dès la fin de l'été**. Baomarc emploie de 156 salariés en CDI et environ 90 intérimaires à temps plein. "En août, on a des créances et des dettes à payer. Nous tournons à perte tous les jours, ce n'est pas possible avec une trésorerie pareille". Ainsi s'exprime un délégué FO de l'entreprise. Les syndicats demandent à Renault de compenser cette baisse de commandes par des **augmentations du prix des châssis**. **La grève continue au Museum**

La grève pour l'augmentation des salaires au musée continue ! Depuis environ le 29 janvier. Il y a diversification des modes d'actions car la direction essayait de s'adapter aux grèves/fermeture de la bibliothèque centrale le samedi. Les piquets de grève continuent.

Le 14 avril s'est tenue une AG de 85 personnes décidant de continuer des rassemblements sur le midi, et des tractages vers les collègues. Tous les midis ont lieu ateliers pancartes et banderoles.

Le Délégué général aux ressources photographie en groupes les personnels lors de rassemblements ponctuels dans le jardin des plantes sur fond d'interdiction alléguée de rassemblements et de manifestations d'après le règlement intérieur du Jardin des Plantes. Les travailleurs ont imposé leur droit de rassemblement.

Une réunion au ministère a eu lieu. Les interlocuteurs reconnaissent que la dotation est plus basse que ce qu'elle devrait être, mais cela semble être plutôt une manière de dépolitiser l'interaction "on est avec vous, quelle tuile cette austérité !". Sans la lutte, de chance que cela se traduise en pratique par l'accession aux revendications.

Rassemblement devant l'hôpital de Cherbourg pour la sécurité

Un rassemblement s'est tenu ce mardi 28 avril devant l'hôpital Pasteur, à l'initiative de l'Union Locale CGT de Cherbourg et à l'occasion de la Journée mondiale sur la sécurité et la santé au travail. En 2026, la CGT recense sept accidents du travail "graves ou mortels" dans la Manche.

Les agents de Tours Métropole en grève à partir du 18 mai en faveur d'une hausse des salaires : ils réclament 500 euros net

Dans la métropole de Tours, il est possible que des travaux d'assainissement soient stoppés ou que les ripeurs ne passent pas ramasser les poubelles, au sortir du pont de l'Ascension. **Les agents de Tours Métropole sont appelés à la grève par la CGT et la CFDT à partir du lundi 18 mai.** Un mouvement décidé en assemblée générale, le mardi 28 avril, devant le siège de la collectivité, **afin de réclamer une hausse des salaires.**

Grève à la SNCF en Isère et Savoie : plusieurs dizaines de trains supprimés jeudi 23 avril

A l'appel de plusieurs syndicats, les agents SNCF de Grenoble mais aussi de Valence ou Lyon sont appelés à se mobiliser le jeudi 23 avril. Dans la capitale des Alpes, la suppression d'un poste d'agent d'escale suscite la colère des organisations syndicales.

Crèche Babilou à Montauban : pour la dignité des salariées, et l'accueil des enfants

A Babilou, à Montauban, les professionnelles de la petite enfance sont en grève. Le mouvement a débuté le 24 avril 2026 et a été reconduit plusieurs jours. Les salariées, soutenues par la CGT, ont installé un piquet de grève devant l'établissement. La mobilisation s'est poursuivie au moins jusqu'au 27 avril, avec un blocage des négociations. Leur mobilisation est légitime, nécessaire et concerne l'ensemble de la société. Elles protestent contre des conditions de travail indignes, des effectifs insuffisants. Face au nombre d'enfants accueillis il existe une surcharge de travail permanente, avec un manque de personnel dédié (cuisine, entretien), et des conditions matérielles dégradées. Ces choix ne sont pas accidentels, ils relèvent d'une logique de rentabilité au détriment de l'humain. Derrière ces conditions de travail, la qualité d'accueil des enfants est en jeu : moins de temps pour chacun, fatigue accrue des professionnelles, risques accrus pour la sécurité et le développement. On ne "gère" pas des enfants comme une chaîne de production. Les salariées font face à un dialogue social bloqué, elles exigent d'être entendues. Face à cela, la direction oppose : le refus de reconnaître pleinement les interlocuteurs syndicaux, une stratégie d'isolement des salariées, l'absence de réponses concrètes. Avec leurs revendications elles exigent des embauches immédiates pour garantir des conditions dignes, le respect strict — et renforcé — des normes d'encadrement, des moyens matériels adaptés, un véritable dialogue social, avec les représentants des salariées, la reconnaissance du rôle essentiel des professionnelles de la petite enfance. Ce qui se joue ici dépasse une seule crèche. C'est une question de société : Quel accueil pour nos enfants ? Quel respect pour celles et ceux qui en prennent soin ? Quelle place pour le service public face à la logique du profit ?

A ce jour, la direction refuse toutes négociations tant que la CGT sera présente. Le syndicat majoritaire à la crèche, UNSA, refuse la rentrée de la CGT dans les négociations et invite les salariées grévistes à reprendre le travail. Les salariées décident donc de reconduire la grève demain, mardi 28 avril, dès 7h00.

Liquidation de l'association Quercy Intervention Service à Setfonds (Tarn et Garonne)

Lors d'une assemblée générale extraordinaire, le 2 mars, la cessation d'activité et la dissolution de l'association ont été votées à l'unanimité. Le 15 avril, le tribunal de Montauban a été sollicité au sujet d'une demande de liquidation judiciaire, sans même passer par étapes du redressement. Le lundi 27 avril, 23 salariés de l'entreprise à but d'emploi (EBE) ont été convoqués, tous à la même heure, pour des entretiens préalables à leur licenciement. **L'association a choisi la liquidation directe, c'est un choix délibéré, elle a renoncé à rechercher une solution pour sauver les emplois.**

Lancée en 2023 et opérationnelle depuis 2024, cette association a vu le jour dans le cadre de l'expérimentation gouvernementale « territoire zéro chômeur » soutenue localement par le pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) midi Quercy. En clair, il s'agit de permettre à des personnes éloignées de l'emploi de renouer avec le

monde du travail par le biais de missions (bricolage, jardinage, menuiserie) menées auprès des collectivités et de particuliers.

Le comité local de l'emploi (CLE avec les élus) pilote les nombreuses subventions allouées par l'État, la région, le département et même l'Europe ainsi que l'Agefiph. Cet argent suffisait à payer les salaires et l'association QIS devait juste prendre à sa charge les frais de fonctionnement. Le silence de la CLE aujourd'hui, est une décision politique suscitant beaucoup d'interrogation.

Devant cette gestion opaque, des questions restent posées : **Comment se retrouve-t-on aujourd'hui avec une association qui s'auto liquide ? Où est passé tout cet argent public ?** Pour l'heure, personne ne connaît le montant de la dette accumulée par la gouvernance de QIS.

Confronté à cette situation, le préfet du Tarn-et-Garonne a réagi, en reconnaissant qu'il avait des problèmes de fonctionnement, tout en rappelant que l'état à lui seul a mobilisé 1 million d'euros pour le démarrage de cette association.

Sans se soucier de l'avenir de ces 23 salariés, par mail, la présidente de l'association ne daignant pas faire le déplacement lors de l'assemblée générale du 2 mars, avec mépris, leur signifie que par leur expérience ils ne partent pas de zéro et qu'ils auront d'autres opportunités pour retrouver un emploi.

Malgré les signalements sur la dégradation de la santé psychologique des salariés, due à l'incertitude et aux méthodes de gestion, aucun retour, aucune écoute ni aucune mesure préventive n'ont été mis en place par l'employeur. Alors que les salariés avaient une réelle fierté et un espoir immense, convaincus que leur mission répondait à un besoin profond des concitoyens et a une utilité sociale indiscutable sur le territoire.

Les salariés avec la CGT demandent solennellement à la direction et au président du conseil d'administration de ne pas se limiter à la liquidation, mais d'explorer activement, en concertation avec les financeurs publics, toutes les solutions alternatives permettant le maintien des emplois et les missions d'utilité publique.

Pour la prochaine étape, l'Union Départementale CGT appelle l'ensemble des syndicats à se mobiliser le 5 mai à 13h30 devant le tribunal de Montauban, où se retrouveront également les salariés de la sauvegarde de l'enfance (SEHOC) qui est sous le coup de redressement judiciaire.

Alès : les salariés de l'hypermarché Carrefour ont débrayé

A Alès, dans le Gard, les salariés dénoncent le projet de passage en location-gérance de leur magasin. Ils redoutent des suppressions de postes, une perte des revenus et des conditions de travail. L'hypermarché emploie 283 personnes. Une déléguée CGT de l'hypermarché d'Alès explique : *"La pression que met Carrefour sur les repreneurs, sur les locataires gérants, comme la redevance, le loyer, c'est très raide"*.

Le cas d'Alès s'inscrit dans une stratégie plus large. Le distributeur a engagé depuis 2018 un vaste mouvement de passage en location-gérance. Au total, 44 magasins supplémentaires sont concernés, dont 36 supermarchés. Côté hypermarchés, huit sont visés dans cette nouvelle vague, dont six anciens magasins Cora repris à l'été 2023.

Avec ces annonces, le cap des 100 hypermarchés exploités en location-gérance en France est désormais franchi, sur un total de 325 depuis l'arrivée d'Alexandre Bompard à la tête du groupe. Le chiffre d'affaires en France est en progression de +0,4% à 46,3 milliards et au cours du dernier semestre, la société a déclaré un bénéfice par action de 1,27€, dépassant ainsi de 2,42% sur le dos des salariés.

Grève à Valo'Loire, usine d'incinération des déchets de Nantes

Depuis le 20 avril 70% des ouvriers et techniciens, de l'usine étaient en grève contre le dysfonctionnement et les pratiques managériales toxiques : en 3 ans, 9 salariés ont été en arrêt maladie pour burn-out, 6 cadres de proximité ont démissionné ; contre la dégradation des conditions de travail et la hausse des risques du traitement des déchets. Le protoxyde d'azote, en quantité de plus en plus importante dans les déchets, soumis à de fortes températures a provoqué plus de 600 explosions en un an, causé des brûlures et des acouphènes chez les salariés et présentent des risques d'incendie sur le site.

Lors des NAO aucun accord n'avait été trouvé sur les augmentations de salaire, l'organisation du temps de travail et les conditions de travail.

Début avril suite à la hausse du prix des carburants les salariés ont exigé des augmentations de salaire et une compensation financière « *certaines salariés étaient pris à la gorge pour venir travailler* », la direction a répondu « *ne pas être en mesure de donner une suite favorable à ces demandes* ». Goutte d'eau qui a fait déborder le vase, dans la foulée la direction a envoyé une lettre recommandée à un chef de quart, en arrêt à cause d'un burn-out, pour un entretien préalable en vue de sanctions disciplinaires, les salariés à l'appel de la CGT se sont mis en grève reconductible le 20 avril et ont bloqué l'entreprise. Des négociations ont été engagées jeudi et vendredi entre la direction générale, basée à Laval, et les grévistes.

Le groupe s'est engagé sur un plan d'actions en vue d'améliorer les conditions de travail des ouvriers et techniciens, et de revoir les méthodes de management de la direction locale.

Les salariés ont obtenu la suppression de la procédure disciplinaire à l'encontre du salarié en arrêt maladie, le versement d'une prime annuelle de 400 €, et le paiement de la moitié des jours de grève.

Dossiers, Économie

54^{ème} congrès de la CGT : le dossier

Le 54^{ème} congrès de la CGT aura lieu à Tours du 1^{er} au 5 juin. Nous sommes exprimés à plusieurs reprises sur le contenu du document d'orientation² et nous avons attiré l'attention sur les enjeux de ce congrès, dont le cœur est le choix entre un syndicalisme de lutte ou de collaboration de classe. Le journal Unité-CGT a publié à son tour un document critique de l'orientation affiché par la direction confédérale et alerte sur les dangers de poursuivre dans la voie d'un syndicalisme institutionnalisé ayant comme seul horizon le syndicalisme dit *rassemblé* qui de fait conduit à s'aligner sur les positions de collaboration de classe. Nous donnons ici les liens permettant de consulter les analyses déjà publiées par le Parti Révolutionnaire Communistes et celle d'Unité-CGT.

***Unité-CGT**

<https://unitecgt.fr/wp-content/uploads/2026/04/Contribution-UniteCGT-54e.pdf>

***Parti Révolutionnaire Communistes**

Ce que le préambule du document d'orientation du 54^{ème} congrès nous dit de la CGT

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3869-ce-que-le-preambule-du-document-dorientation-du-54eme-congres-nous-dit-de-la-cgt>

La CGT bien loin de l'internationalisme prolétarien !

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3874-la-cgt-bien-loin-de-linternationalisme-proletarien>

Congrès de la CGT : enterrement de la Sécurité sociale ?

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3885-congres-de-la-cgt-enterrement-de-la-securite-sociale>

Le renforcement de la CGT : pour quelle raison et dans quel but ?

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3893-le-renforcement-de-la-cgt-pour-quelle-raison-et-dans-quel-but>

54^e congrès de la CGT: Adresse du Parti Révolutionnaire Communistes aux militants syndicaux de la CGT.

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3892-54e-congres-de-la-cgt-adresse-du-parti-revolutionnaire-communistes-aux-militants-syndicaux-de-la-cgt>

La CGT et la stratégie des luttes : défense de l'orientation mortifère et attaques contre la grève

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3893-le-renforcement-de-la-cgt-pour-quelle-raison-et-dans-quel-but>

Sur les questions internationales, une CGT complètement à côté de la plaque !

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3913-sur-les-questions-internationales-une-cgt-completement-a-cote-de-la-plaque>

Les stratégies d'alliance de la CGT : une conversion à la collaboration de classe

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3921-les-strategies-dalliance-de-la-cgt-une-conversion-a-la-collaboration-de-classe>

Fermeture de l'équipementier automobile Defta à Essômes-sur-Marne (Aisne)

La direction de Defta a annoncé officiellement la fermeture prochaine du site employant près de 130 personnes et le transfert de l'activité à plus de 40 km, près de Soissons, mais aussi en Slovaquie et au Maroc. En cause, selon le groupe, les risques trop importants liés aux inondations. Les salariés craignent pour la pérennité de leurs emplois et demandent des garanties liées au transfert.

Nestlé annonce la suppression de 180 postes en France

Nestlé a annoncé fin avril la suppression de 180 emplois en France, notamment au siège à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), puis dans deux centres de recherche à Tours (Indre-et-Loire) et Lisieux (Calvados).

Fibre Excellence : les enjeux

La société *Fibre excellence* produisant de la pâte à papier a été placée en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Toulouse. Dans un long document³ la Filpac-CGT pointe les enjeux du maintien de l'activité de cette entreprise : " *Tout doit être fait pour développer la filière bois qui est essentielle au Comminges et bien au-delà régionalement et nationalement. A court terme, la filière peut tenir mais à long terme, si notre activité venait à disparaître, c'est toute la filière qui serait fragilisée par un déséquilibre brutal entre l'offre et la demande. Fibre Excellence est aujourd'hui le plus gros acheteur de bois en France. Nos usines ne doivent pas fermer car*

les conséquences seraient immédiates. Les volumes ne seraient plus absorbés. Les prix du bois chuteraient et les forestiers ne pourraient plus couvrir leurs charges." La Filpac souligne que le maintien et le développement de cette activité représentent : *"un enjeu de souveraineté industrielle"*. Lors d'une rencontre avec l'équipe du Président Macron, la promesse a été avancée d'une augmentation du prix de rachat de l'électricité produite par l'entreprise, à ce stade déficitaire. Mais à ce stade selon Laurent Quinto, représentant CGT : *"De cette promesse, nous n'avons aucun écrit, ce n'est pas encore clair"*. Ce qui autant dire pèsera lourd dans la suite, c'est la lutte des salariés de l'entreprise à Saint-Gaudens et Tarascon.

Les librairies Gibert demandent leur placement en redressement judiciaire

En difficulté depuis plusieurs années (6 fermetures de magasin depuis 2021), l'enseigne Gibert Josphé a demandé et obtenu mardi 28 avril son placement en redressement judiciaire. Si la direction compte sur ce redressement afin de restructurer son activité en s'appuyant encore plus sur le marché du livre d'occasion (en pleine progression depuis quelques temps), les salariés s'inquiètent quant à eux, d'un futur incertain et de possible nouvelles fermetures de magasins. Le groupe Gibert exploite 16 magasins dans 12 villes et emploie 500 salariés. Séminaire "Lectures de Marx" à l'ENS, consacré à la librairie du Point du Jour et à la diffusion du Marxisme depuis les années 1980.

La Librairie du *Point du Jour* est maintenant fermée pour cause départ à la retraite de Patrick. Cette librairie a joué un rôle important dans la diffusion du marxisme et c'est certainement avec regret et nostalgie que beaucoup ne feront plus le chemin vers la rue Gay-Lussac où non seulement se trouvaient des livres rares mais où Patrick consacrait beaucoup de temps à la discussion avec ses amis acheteurs.

Ce séminaire à l'ENS s'est tenu le 20 avril, est la juste reconnaissance du travail effectué pour la diffusion des idées marxistes. Les conditions politiques dans lesquelles il a été décidé de créer la librairie ont particulièrement intéressé le public (50 à 60 personnes, dont de nombreux jeunes).

La soirée fut chaleureuse et Patrick fut fort bien entouré et honoré par les co-intervenants : Daniel B., Richard et Marina (ES), et Stella (La Fabrique). Les propos tenus depuis la salle (Julien H. et d'autres) furent également très sympathiques. Le comité de rédaction du *Résumé Économique et Social* s'associe à cet hommage.

Budget du CNRS : les instances du comité national alertent au sujet des décisions qui "mettent la recherche en grave danger"

Un message du vendredi 10 avril 2026, des directions de laboratoires, des présidences des sections du CoNRS et du CNU, des présidences des conseils scientifiques d'institut du CNRS, et des élus et élues au conseil scientifique du CNRS et au conseil d'administration du CNRS, alerte, sur les décisions budgétaires du gouvernement à l'égard du CNRS qui *"mettent la recherche en grave danger"*. Il fait suite à la décision de Matignon d'imposer une réduction supplémentaire de 20 M€ au CNRS ayant déjà fait l'objet *"d'une diminution de son budget de plus d'un demi milliard d'euros en deux ans"*. Le communiqué ajoute : *"Nous, directrices et directeurs de laboratoires en France, présidentes et présidents des sections du CoNRS et du CNU, présidentes et présidents des conseils scientifiques d'institut du CNRS, élues et élus au conseil scientifique du CNRS et au conseil d'administration du CNRS, sommes extrêmement inquiets [du] désengagement global de l'État français pour la recherche publique."*

Frais d'inscription universitaire : Le gouvernement rappelle à l'ordre les Universités

Le gouvernement est mécontent : en 2019, dans le cadre de la loi issue de la politique « Bienvenue en France », les Universités étaient autorisées à fixer des droits d'inscription différenciés concernant les étudiants extracommunautaires qui paieraient pour une inscription en licence 2 900 € au lieu de 178 € et en master 3 900 € au lieu de 254 €. D'après le ministère, cela revenait à demander aux étudiants extracommunautaires de payer environ un tiers du coût de leur formation (estimé en moyenne à 10 000 €/étudiant).

Les Universités, en moyenne, ont exonéré... 90% des étudiants concernés par ces mesures ! Agacements du pouvoir voulant introduire une règle supplémentaire en plafonnant à 10% la part des étudiants exonérés. Le Ministre fait entrer ce dispositif plus strict dans un projet intitulé « Choose France for higher Education » (sic), en sachant que les quelque 200 000 étudiants, concernés par le diktat du gouvernement aux Universités, sont généralement francophones.

Cet anglicisme débridé ne rendra pas plus attrayant la France aux yeux des étudiants nord-américains – malgré la modicité de la somme, même très augmentée, demandée à l'inscription à l'Université française, au regard des tarifs chez eux représentant moins de 2% des étudiants étrangers.

En termes financiers, la mise en place de la mesure permettrait des économies d'une centaine de millions d'euros sur un budget total de 15 milliards d'euros, soit, rien du tout. Cette mesure, touchera essentiellement des étudiants africains, elle flatte les préventions xénophobes d'une partie de l'électorat, peut régler à bon compte les

problématiques de saturation des structures universitaires (plus de 10% de la population étudiante menacée par l'augmentation des frais d'inscription) par abandon d'une partie des étudiants étrangers de leurs études en France. Si l'indignation face à un tel traitement des étudiants étrangers extracommunautaires est tout à fait légitime, force est de constater la faible réciprocité des échanges d'étudiants entre la France et l'Afrique (il n'existe même pas de statistiques précises au sujet du nombre d'étudiants français en Afrique – autour d'un millier). Cet échange inégal ne montre pas tant l'effort généreux de la France pour former les futures élites africaines que la persistance d'une dépendance équivoque, reflet de l'impérialisme français.

Il se pourrait que le gouvernement français, à son corps défendant, ouvre une nouvelle ère des relations avec les pays africains, avec encore plus de détachements et ce mouvement a déjà bien commencé.

Macron, chef d'industrie : un vrai chef d'œuvre en péril

Le 22 avril dernier, le président Macron a inauguré en grande pompe le site de la future mine de lithium à Echassières (Allier) de l'entreprise Imerys. La majorité du capital d'Imerys est détenu par le groupe Bruxelles Lambert, contrôlé par les familles Desmarais/Frère (Adidas, Pernot Ricard, etc., capitalisation boursière ~10 milliards d'euros, portefeuille de placements ~12 milliards).

Il s'agit de l'un des 150 « grands projets stratégiques » identifiés par les services de l'État et les collectivités territoriales, qui bénéficient d'un appui administratif (délais réduits des procédures de toute nature, en particulier études d'impact et recours juridiques) et financier. En l'occurrence, pour le compte de l'État, la Banque des Territoires est entrée au capital de la société projet de cette mine (EMILI) pour 50 millions d'euros pour un capital total de 156 millions d'euros. EMILI consiste en deux projets réunis : extraction du minerai et première transformation (production de concentré de lithium à Echassières), construction d'une usine dans le département de l'Allier destinée à la conversion et raffinage du produit pour son usage dans l'usinage des batteries. L'ensemble du projet nécessiterait 1.000 travailleurs (emplois directs et indirects).

Très inspiré, le président Macron a tenu ces paroles très fortes : « Rien ne justifie que nous soyons une nation qui sait faire en cinq ans la reconstruction de Notre-Dame et qui parfois met plus de cinq ans à faire un projet industriel ou à faire un poulailler. » Les 150 projets sont, à ses yeux, comme des cathédrales industrielles (sic). Désormais, c'est dit, ce sera la méthode Notre Dame de Paris : « Un projet identifié, une chaîne de commandement claire, des gens à qui on rend compte et des délais record qu'on doit tenir. »

Le Président de la République, visionnaire, a semble-t-il tiré des leçons de son inexpérience industrielle qu'il a approfondie. La méthode Notre Dame de Paris, c'est celle de « y' qu'à claquer les doigts », bref elle se fonde sur la pensée magique du miracle industriel qui sauvera la France du déclassement.

Revenons à la future mine de lithium, minerai très précieux pour construire des batteries automobiles aujourd'hui, elle devrait produire de quoi équiper 700 000 voitures par an à partir de 2030 (production de véhicules en France en 2024 (année basse) = 900 000 unités environ).

Dans les États Financiers Consolidés 2025 d'Imerys, publié le 2 mars 2026, il est indiqué: la finalisation de l'étude de faisabilité définitive est prévue début 2027. « Cette étude est un point de passage essentiel avant toute décision d'investissement final relative au futur site de production de lithium situé dans l'Allier », précise le rapport.

En langage usuel, cela veut dire qu'avant d'aller plus avant, Imerys (résultats négatifs les deux dernières années) va s'assurer de la rentabilité du projet, avec en particulier la possibilité de conclure des contrats de fourniture de long terme avec les producteurs de batteries et/ou d'automobiles, dans un contexte d'émergence d'un marché mondial du lithium. Le président Macron découvrirait un peu tard la différence entre un projet de restauration du patrimoine national et un projet industriel dans un cadre capitaliste.

Inspection du travail : une pénurie organisée

Un rapport met en lumière la dégradation des conditions d'exercice des agents de l'inspection du travail. La surcharge d'activité, le manque de personnel, la perte de reconnaissance professionnelle...Il pointe du doigt une grave souffrance au travail des agents. Au total presque un quart des postes dans l'Inspection du travail ont été méthodiquement supprimés ces quinze dernières années et le taux de postes vacants dépasse 20 % dans plus d'un tiers des départements français. La baisse des effectifs sur la période 2015-2021 est en grande partie responsable de cette souffrance: 740 postes auraient été perdus, soit 16 % des effectifs, conséquences d'une surcharge de travail, des troubles du sommeil, des burn-out et du stress. Le rapport relève également une vingtaine d'alertes pour danger grave et imminent, tentatives de suicide et suicides d'agents entre 2018 et 2023. Les entretiens avec les agents révèlent également des cas de violence et des conflits avec des employeurs contrôlés (entreprises agricoles).

Des effectifs insuffisants face à des missions toujours plus lourdes.

En plus de la surcharge de travail et des problèmes de violence, le rapport pointe une perte de valeur des agents, confrontés à une culture du chiffre délétère. Les inspecteurs du travail se retrouveraient avec la responsabilité de

10 000 salariés, parfois le double dans certains cas, tel à Roissy où le ratio serait d'un inspecteur pour 19 000 salariés du fait de l'ampleur de la plateforme aéroportuaire.

L'expertise du cabinet conclut « *qu'il est impératif de mettre un terme aux suppressions de postes engagées* » et qu'il faut « *donner la possibilité aux directions de recruter à hauteur des besoins identifiés* ». Après avoir organisé la pénurie de médecins du travail, d'inspecteurs du travail et de contrôleurs de la Sécurité sociale dans les caisses régionales, il est temps de réinvestir dans ces emplois nécessaires à la prévention et au contrôle des risques au travail. En ce qui concerne le gouvernement la sécurité au travail n'est pas une priorité, pour le ministère de la Justice en particulier, trop de procès-verbaux des inspecteurs du travail sont classés sans suite par les procureurs de la République, soit par manque de moyens soit par décision politique.

Les employeurs condamnés comme responsables d'un accident mortel reçoivent des peines peu dissuasives, des amendes dérisoires n'ayant qu'un faible impact sur la prévention des risques.

Sanction dérisoire également pour la mise en œuvre du document unique d'évaluation des risques professionnels et sa mise à jour régulière : 1 500 euros d'amende n'incitent pas les employeurs à respecter cette obligation légale et 50 % d'entre eux ne le font pas. Combattre les risques au travail nécessite de renforcer les moyens des agents de l'État afin de prévenir les risques et contrôler l'application de la loi. Ce n'est pas le chemin pris par le Premier ministre annonçant le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois à partir de 2027, faisant craindre l'aggravation des conditions de travail des agents publics.

28 avril 2026, journée internationale de la santé et de la sécurité au travail

Dans le monde, chaque année, on dénombre près de 380 millions d'accidents du travail, entraînant absences, handicaps... voire la mort : plus de 3 millions de décès sont liés aux accidents du travail ou aux maladies professionnelles.

En France, en 2024, le bilan de la Sécurité sociale dénombre 1 297 morts au travail ou par le travail (auxquels il faut ajouter les travailleurs dépendant du régime agricole, des régimes spéciaux, de la fonction publique, et les indépendants, non comptabilisés dans le rapport) :

*764 décès à la suite d'un accident de travail ;

*318 à la suite d'un accident de trajet ;

*215 décès à la suite d'une maladie professionnelle.

Un scandale national : plus de 3 morts par jour traités comme des faits divers !

En 2025, 5 victimes étaient des mineurs, apprentis ou lycéens de moins de 18 ans.

Un bilan désastreux pour le gouvernement et le patronat défendant l'entreprise comme lieu d'apprentissage tout en refusant de prendre en compte la réalité du travail et ses conséquences. Les gouvernements de Macron ont drastiquement limité l'intervention des représentants du personnel, et les CHSCT ont totalement disparu depuis 2020 tous secteurs confondus, ils doivent être remis en place, avec des prérogatives nouvelles,

Les morts à la suite d'une maladie professionnelle sont également en augmentation. Les cancers professionnels sont encore nettement sous-déclarés, et souvent non considérés comme liés à l'activité professionnelle, faussant ainsi les statistiques et donc à terme la prévention nécessaire des risques et la réparation des préjudices subis par les victimes du travail. S'ajoutent des milliers d'accidents graves occasionnant des lourdes séquelles parfois durables et entraînant trop souvent un licenciement pour inaptitude.

Les morts au travail et les blessures graves ne sont pas le fruit du hasard et sont parfaitement évitables. C'est le résultat de choix patronaux délibérés de maximiser les profits.

Combattre les risques au travail nécessite de renforcer les moyens des agents de l'Etat afin de prévenir les risques et contrôler l'application de la loi.

BRICS : Quels pays des BRICS dénoncent l'impérialisme et lesquels en sont les larbins ?

Un article de Patrick Bond : "Which BRICS Bark at Imperialism and Which Are Its Running Dogs?"⁴ publié sur le site Marxism-Leninism Today⁵ analyse le positionnement des BRICS face aux États-Unis et à Israël. L'article souligne à quel point les BRICS ne sont pas un contrepoids à l'impérialisme américain et ne peuvent pas non plus prétendre être un bloc unifié. L'exemple le plus saillant ces derniers temps étant l'Inde ayant agi en faveur des États-Unis et d'Israël en allant à l'encontre des intérêts directs de la Russie et de l'Iran. L'article démontre que les BRICS sont avant tout gouvernés par des intérêts capitalistes, ce qui les conduit trop souvent à être les laquais de l'impérialisme américain.

Bataille idéologique : Vincent Bolloré, son manifeste bientôt disponible

Le milliardaire, connu pour être le propriétaire de plusieurs médias qui relaient une pensée conservatrice et d'extrême droite, a créé "l'Institut de l'Espérance". Ce groupe de réflexion composé de vingt personnes bien choisies parmi son entourage doit produire un manifeste rassemblant des propositions sur des thèmes comme le pouvoir d'achat, la liberté, la sécurité, la santé et le social.

La stratégie de Mr Bolloré reste la même, créer un réseau médiatique lui permettant de diffuser ses idées auprès d'un large public et dont le but n'est autre que de préparer l'opinion public aux prochaines élections présidentielles de 2027.

Réarmement allemand

Le 27 avril l'institut international de la recherche sur la paix de Stockholm (Sipri) a publié son rapport annuel sur les dépenses militaires mondiales. En 2025, onzième année consécutive, celles ci sont en hausse et atteignent 2.900 milliards de dollars, soit près de 2.500 milliards d'euros. Le journal *Le Monde* relève: « *la part du PIB mondial consacré à la défense est le plus élevé depuis 2009* » et précise que le « *principal moteur de cette augmentation mondiale est venue de l'Europe [qui] a connu une hausse de 14% des dépenses à 864 milliards de dollars* ». Le rapport du SIPRI indique que l'Allemagne a enregistré "pour la troisième année consécutive des taux de croissance à deux chiffres concernant les dépenses militaires" afin d'atteindre les 3,5 pour cent du produit intérieur brut (PIB) visés d'ici 2029.

L'année dernière, l'Allemagne a pour la première fois dépensé plus pour la défense que tous les autres pays d'Europe, comme le montrent les statistiques annuelles de l'[Institut de recherche sur la paix de Stockholm \(SIPRI\)](#) L'Allemagne, au quatrième rang (derrière les États-Unis, la Chine et la Russie) en termes de dépenses les a augmentés de 24% pour atteindre 114 milliards de dollars en 2026.

En tant que première puissance économique de l'UE elle entend assumer un rôle moteur sur le plan militaire. En avril le ministre fédéral allemand de la défense, B. Pistorius a rendu public un document qui définit la « Conception global de défense militaire » (*Gesamtkonzeption der militärischen verteidigung*).

Ce texte acte un objectif affirmé, faire de l'Allemagne la première puissance industrielle et militaire du continent et le plan d'investissement dans le secteur militaire de Friedrich Merz vise à relancer la croissance.

L'Allemagne se place comme le principal garant de l'ordre impérialiste : « *les États-Unis exigent, dans leur Stratégie de défense nationale 2026, que leurs alliés redoublent d'efforts pour assurer leur propre sécurité. L'Allemagne doit donc devenir un allié militaire encore plus solide des États-Unis et, parallèlement, assumer davantage de responsabilités, aux côtés des alliés, pour la sécurité euro-atlantique commune, afin de pouvoir assurer une dissuasion efficace et continuer à défendre l'Alliance* ».

« *La Russie d'aujourd'hui représente donc, dans un avenir prévisible, la plus grande menace immédiate pour la paix et la sécurité en Allemagne et dans l'espace euro-atlantique.*

Justifiant de faire de la « *Bundeswehr l'armée conventionnelle la plus puissante d'Europe. A court terme, nous renforçons notre capacité de défense et de résistance ; à moyen terme, nous visons une augmentation significative de nos capacités ; et à long terme, nous établirons notre supériorité technologique.*

Sans revenir au modèle d'une armée de masse la stratégie allemande se fonde sur le modèle de l'armée française à l'heure où la « *quantité devient une qualité en soi* » : « *Afin que l'Allemagne n'épuise pas, en cas de guerre, ses rares systèmes d'armes de haute technologie face à l'utilisation massive et peu coûteuse de l'adversaire, il faut créer un mélange équilibré, fondé sur la menace, de haute technologie, de systèmes existants et de technologies de masse peu coûteuses. La Bundeswehr doit ainsi accroître son efficacité face à des ressources limitées. La capacité de résistance des forces armées doit en outre être garantie en permanence par des forces de soutien de taille appropriée, l'ajustement des niveaux de stockage et des capacités évolutives de l'industrie de la sécurité et de la défense.* »

Ces objectifs s'inscrivent comme en France dans une politique pour enrôler la société dans l'effort de guerre, et de créer une réserve permanente, mobilisable à tout moment et dans la continuité de la « Loi sur la modernisation du service militaire »

La France, se servira du réarmement allemand afin de justifier une nouvelle augmentation des budgets militaires de l'armée. La rivalité entre la France et l'Allemagne servira à justifier la course à la militarisation pour défendre et protéger les intérêts des capitalistes tout aussi réactionnaires de quelque côté du Rhin où ils se trouvent et qui s'entendent pour nous faire payer leur crise.

[La journée du 1^{er} mai doit servir de point d'appui à la préparation d'une riposte des travailleurs](#) et de solidarité internationale.

Solidarité internationaliste



Déclaration de la FSM à l'occasion du 1^{er} mai 2026

Le Mouvement syndical international de classe, les travailleurs et les syndicats militants du monde entier célèbrent par des luttes le 140^e anniversaire de la lutte ouvrière de Chicago en 1886. Ils célèbrent l'héroïque 1^{er} mai des travailleurs, symbole de la lutte incessante de la classe ouvrière contre la barbarie capitaliste, par de nouvelles luttes de classe, la détermination et la solidarité internationaliste.

À l'occasion de la Journée internationale des travailleurs, la Fédération syndicale mondiale, la plus ancienne organisation syndicale internationale, représentant plus de 105 millions de travailleurs aux quatre coins du monde, adresse un message chaleureux et militant à tous les ouvriers et agriculteurs, à tous les gens simples qui peinent et travaillent.

Les messages et les revendications des pionniers de Chicago de 1886 restent d'actualité et nécessaires aujourd'hui. La crise du capitalisme s'aggrave et s'étend. Les inégalités sociales se creusent de manière dramatique. Les libertés démocratiques et les droits syndicaux sont attaqués partout dans le monde, pendant cela, les guerres impérialistes et les interventions sont à l'ordre du jour.

Les développements internationaux confirment que les rivalités géopolitiques et économiques mondiales continuent de menacer directement la paix et la sécurité mondiales, avec le risque même d'une catastrophe nucléaire. Les guerres impérialistes, les interventions, les sanctions et les blocus se poursuivent et s'intensifient.

Le génocide des Palestiniens à Gaza et la barbarie inconcevable de l'État israélien, l'attaque meurtrière et non provoquée des États-Unis et d'Israël contre l'Iran, l'invasion du Venezuela et l'enlèvement du président légitime du pays, les menaces terroristes contre la Cuba socialiste et la tentative d'étrangler son économie et son peuple par le biais d'un blocus énergétique criminel, ont révélé une fois de plus, dans toute leur ampleur, l'hypocrisie, le cynisme et le caractère inhumain de l'impérialisme.

Les dépenses militaires augmentent de manière explosive, tandis que des organisations telles l'OTAN et l'Union européenne renforcent la militarisation et promeuvent l'économie de guerre comme « voie de sortie pour la croissance ». Dans le même temps, les peuples sont appelés à en payer le prix par le biais de nouvelles mesures d'austérité, de privatisations et du démantèlement des acquis sociaux.

Parallèlement, la crise énergétique, l'inflation et la cherté de la vie continuent d'éroder les revenus des travailleurs. Les salaires stagnent, mais les bénéfices des multinationales et des géants de l'énergie s'envolent.

Les conséquences de cette situation touchent encore plus durement les groupes les plus vulnérables de la classe ouvrière. Les femmes actives, les jeunes et les migrants sont confrontés à une exploitation accrue, à des salaires plus bas, à une plus grande précarité de l'emploi et à un accès limité à la santé, à l'éducation et à la culture. Ils sont les premières victimes des politiques anti-travailleurs et de la déréglementation du travail, les rendant particulièrement exposés aux attaques du capital.

Dans le même temps, la santé et la sécurité sur les lieux de travail sont systématiquement dégradées. Les mesures de protection sont soit ignorées, soit considérées comme un « coût » pour les employeurs, cela entraîne une augmentation des accidents du travail et des incidents. Chaque jour, des travailleurs sont blessés ou perdent la vie sur l'autel du profit, révélant de la manière la plus tragique qui soit les priorités du système.

La nouvelle ère de la numérisation et de l'intelligence artificielle, au lieu d'être mise au service des travailleurs et de la société dans son ensemble, est utilisée afin d'intensifier le travail, surveiller les travailleurs et étendre les formes d'emploi flexibles. La précarité, l'emploi précaire et la déréglementation des relations de travail se généralisent.

Dans le même temps, la répression exercée par l'État et les employeurs contre les luttes s'intensifie. Les syndicalistes sont persécutés, les grèves criminalisées et les libertés démocratiques restreintes. Les immigrés et les réfugiés pris pour cibles, utilisés comme main-d'œuvre bon marché et deviennent victimes de racisme et d'exploitation.

Face à cette réalité, la réponse de la classe ouvrière ne peut en aucun cas être la soumission.

Nous exigeons :

- Des augmentations salariales et des conventions collectives garantissant tous les droits.
- Des mesures de protection concrètes contre la cherté de la vie et l'inflation.
- Des services publics et gratuits de santé, d'éducation et de sécurité sociale pour tous.
- Réduction du temps de travail, emplois permanents aux horaires stables, suppression des formes de travail précaires et protection des travailleurs sur les plateformes numériques.
- Mesures de santé et de sécurité sur tous les lieux de travail.
- Respect des droits syndicaux et des libertés démocratiques.
- Protection des migrants et égalité des droits en faveur de tous les travailleurs.

Les travailleurs n'ont aucun intérêt à ce que les puissants se livrent à des guerres et à des rivalités. Au contraire, ils n'ont rien à gagner qu'à l'unité, à la solidarité et à la lutte commune.

La FSM appelle les syndicats à rejeter tout compromis et toute soumission. Elle les invite à intensifier leurs luttes et à organiser la lutte sur chaque lieu de travail, dans chaque secteur, dans chaque pays, contre la barbarie du système du profit et de la guerre.

La force réside dans l'organisation. L'espoir réside dans la lutte.

En l'honneur du 1^{er} Mai ouvrier 2026, nous appelons à des mobilisations militantes partout dans le monde sous le slogan :

Nos vies et nos besoins ou leurs profits !

– **Aucun sacrifice pour les guerres et les profits du capital**

– **Un travail avec des droits, régi par des conventions collectives**

– **Satisfaction des besoins actuels des travailleurs**

La solidarité et l'internationalisme sont les armes de la classe ouvrière !

Faisons de ce 1er mai un tournant dans la lutte et la contre-offensive, pour un monde sans guerres impérialistes ni interventions, sans discriminations ni exploitation de l'homme par l'homme.

VIVE LE 1^{er} MAI !

VIVE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE !

Forte progression du PAME (courant de lutte de classe) lors du congrès des syndicats en Grèce : des pas importants vers le regroupement du mouvement syndical sont confirmés⁶

Le congrès de la Confédération générale des travailleurs grecs du secteur privé (GSEE) s'est tenu du 16 au 19 avril, et les forces du PAME en sont ressorties considérablement renforcées. Lors des élections pour la nouvelle direction de la Confédération, la liste de la DAS, constituée de syndicalistes du PAME et d'autres militants de première ligne, a enregistré une forte progression, la plus importante par rapport à toutes les autres factions. Avec **26,57 % des voix (+ 3,60 %) et 12 sièges au sein de la nouvelle direction (contre 11 auparavant)**, la DAS est à nouveau arrivée en deuxième position au sein de la GSEE.

Le meilleur résultat obtenu par la DAS ces dernières décennies, montre concrètement quelle force se place à la tête des luttes des travailleurs. Cette forte progression de la DAS en termes de voix, de pourcentages et de sièges au sein de la direction de la GSEE confirme les avancées significatives réalisées dans le processus de regroupement du mouvement syndical ouvrier.

Malgré le rapport de forces défavorable persistant au sein de la direction de la GSEE, en grande partie le résultat de manipulations, la montée en puissance de la DAS s'inscrit dans la continuité des efforts considérables déployés par des milliers de jeunes syndicalistes pionniers sur les lieux de travail, des centaines de syndicats refusant la logique du moindre mal, du fatalisme et de la passivité. Ils jouent un rôle de premier plan dans le difficile processus d'organisation de la classe ouvrière au sein des syndicats, l'organisation de la lutte pour ses intérêts, loin du poison du partenariat social et la collaboration de classes. Ils jouent également un rôle de premier plan dans l'effort visant à modifier les rapports de forces et à renforcer le courant de remise en cause de la politique dominante, contre le système de la guerre et de l'exploitation capitaliste.

Cette montée en puissance s'inscrit dans la continuité des résultats positifs obtenus dans les plus grands centres syndicaux régionaux du pays, à Athènes, à Thessalonique, au Pirée, à Patras, à Larissa, à Ioannina, en Eubée, à Livadeia, puis dans de grandes fédérations syndicales.

La lutte se poursuit dans des conditions plus favorables, **et nous mobilisons toutes nos forces pour assurer le succès de la grève du 1^{er} mai**, afin que toutes les rues du pays soient envahies de grévistes et le message porteur d'espoir de l'organisation, du regain militant et de la lutte, tel qu'il a été exprimé lors de la grande conférence nationale du PAME à laquelle ont participé 720 syndicats et 2.000 syndicalistes - la plus importante jamais organisée dans notre pays -, atteigne tous les travailleurs sur tous les lieux de travail.

Mineurs turcs en grève

La lutte des travailleurs de Doruk Mining réclamant leurs salaires impayés et autres avantages sociaux – focalisée sur une marche partie d'Eskişehir et qui a maintenant atteint la capitale, Ankara – se poursuit avec une grève de la faim sous le joug de la police.

L'arrivée des mineurs à Ankara a placé la lutte des classes au cœur du débat national. Tandis que la population d'Ankara manifestait son soutien aux mineurs, des déclarations de solidarité avec les travailleurs étaient diffusées dans les usines et sur les places publiques à travers tout le pays. Des dizaines d'acteurs, de musiciens, de poètes, d'universitaires, d'écrivains et de journalistes – parmi lesquels Hüsnü Arkan, İlyas Salman, Vedat Yıldırım, Orhan Alkaya, Menderes Samancılar, Ataol Behramoğlu, Müjdat Gezen, Suavi, Tülin Özel et Füsün Demirel – ont publié des vidéos de solidarité.

Martinique : Grève à la Poste, les centres de tri perturbés

Mouvement de grève lancé le 27 avril par la CGTM PTT, perturbe plusieurs centres de distribution de courrier en Martinique. Les agents dénoncent leurs conditions de travail et une gestion jugée injuste par la direction. Les centres de distribution, de Ducos, Saint-Joseph, au Lamentin et au Robert, sont restés fermés. Au cœur des revendications, les conditions de travail dans les centres courrier et au réseau. Un agent expérimenté serait menacé de sanction après la disparition d'un bac de transport : « *Pour nous, il y a une volonté de le sanctionner parce qu'il est élu et qu'il gêne* », affirme le syndicat.

Un management « *au plus bas* », notamment à Ducos, mais aussi dans d'autres centres tel Le Marin, Rivière-Pilote ou les Trois-Îlets. Le conflit, pourrait s'inscrire dans la durée si aucune réponse satisfaisante n'est apportée par la direction.

1 <https://fr.finance.yahoo.com/actualites/totalenergies-r%C3%A9sultats-premier-trimestre-2026-062000549.html>

2 <https://www.cgt.fr/54e-projet-DO>

3

[https://www.cgt.fr/sites/default/files/2026-](https://www.cgt.fr/sites/default/files/2026-04/Projet_CGT_Fibre_excellence_Saint_Gaudens_260409_1_260414.pdf)

[04/Projet_CGT_Fibre_excellence_Saint_Gaudens_260409_1_260414.pdf](https://www.cgt.fr/sites/default/files/2026-04/Projet_CGT_Fibre_excellence_Saint_Gaudens_260409_1_260414.pdf)

4 Quels pays des BRICS dénoncent l'impérialisme et les quels en sont les larbins ?

5 <https://mltoday.com/which-brics-bark-at-imperialism-and-which-are-its-running-dogs/>

6 <https://inter.kke.gr/fr/m-article/Forte-progression-du-PAME-lors-du-congres-de-laGSEE-Les-pas-importants-vers-le-regroupement-du-mouvementsyndical-sont-confirmes/>

Brochure :

" Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à :

Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mél

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

© [Copyright](#)